

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE RELATIF AUX MODIFICATIONS D'EXPLOITATION PAR LA
SOCIÉTÉ SOCCOIM DE L'UNITÉ DE PRÉPARATION DE COMBUSTIBLES SOLIDES
DE RÉCUPÉRATION ET DU CENTRE DE TRI, TRANSIT ET REGROUPEMENT
DE DÉCHETS NON DANGEREUX, À CHAINGY**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 publiée le 17 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2715 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de

métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 16 juin 1994, 26 septembre 1995, 4 décembre 2002, 12 octobre 2011, 7 avril 2014 autorisant la société SOCCOIM à exploiter l'établissement situé sur le territoire de la commune de Chaingy ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 18 juillet 2023 relatif à l'exploitation par SOCCOIM d'une unité de préparation de combustibles solides de récupération et d'un centre de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux situés avenue des Pierrelets à Chaingy ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;

Vu le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la nappe de Beauce et des milieux aquatiques associés approuvé par arrêté du 11 juin 2013 ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Centre-Val de Loire, adopté par délibération en date du 19 décembre 2019 par le conseil régional et approuvé par le préfet de région le 4 février 2020 ;

Vu le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Seine-Normandie approuvé par arrêté du 23 mars 2022 ;

Vu le porter à connaissance transmis le 10 novembre 2023 par la société SOCCOIM relatif à l'amélioration de la détection et de la protection incendie dans le bâtiment abritant la ligne de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) ;

Vu le porter à connaissance transmis le 17 septembre 2024 par la société SOCCOIM relatif à la modification de plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023 ;

Vu le rapport et les propositions du 3 juin 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 11 juin 2025 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel du 30 juin 2025 ;

Considérant le porter à connaissance transmis le 10 novembre 2023 par la société SOCCOIM relatif à l'amélioration de la détection et de la protection incendie dans le bâtiment abritant la ligne de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) ;

Considérant le porter à connaissance transmis le 17 septembre 2024 par la société SOCCOIM relatif à la modification de plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023 ;

Considérant les résultats de la surveillance des rejets des eaux pluviales ;

Considérant que l'amélioration de la détection et de la protection incendie dans le bâtiment abritant la ligne de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) ne présente pas un caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications des zones de stockage de déchets avant broyage et déferraillage, de la fréquence de contrôle pour le point de rejet n°1 et de l'asservissement permettant l'arrêt du convoyage ne présentent pas un caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications des conditions d'exploiter sollicitées par la société SOCCOIM ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs supplémentaires ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de soumettre l'arrêté préfectoral aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 - La société SOCCOIM dont le siège social est situé à ZA Les Pierrelets 45380 CHAINGY est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une unité de préparation de combustibles solides de récupération et un centre de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Chaingy, ZA Les Pierrelets (coordonnées en Lambert 93 : X= 610 419 m et Y= 6 754 217 m).

Article 2 - Les dispositions du présent arrêté modifient et complètent celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 18 juillet 2023 relatif à l'exploitation par SOCCOIM d'une unité de préparation de combustibles solides de récupération et d'un centre de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux situés avenue des Pierrelets à Chaingy.

Article 3 - L'article 1.2.2 (consistance des installations) de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023 est abrogé et remplacé par les dispositions du présent article.

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Un abri de tri pour les déchets d'éléments d'ameublement DEA Eco-mobilier à l'ouest du site. L'abri de tri des DEA est constitué de quatre zones séparées par des murs coupe-feu de 2,4 m ;
- Un abri modulaire de stockage des ordures ménagères résiduelles (OMR) et déchets résiduels après tri à la source (DRATS) de 625 m² au nord de la zone de tri des déchets d'ameublement. L'abri de transit OM/DRATS non CSR est équipé de blocs béton sur une hauteur de 4 m ;
- Une alvéole huisseries PVC au sud de la zone de tri des déchets d'ameublement ;
- Le centre de tri/transfert est constitué d'un bâtiment de 4000 m² à l'intérieur duquel se trouve l'unité de préparation de CSR. Cette dernière comprend :
 - une zone de dépotage des déchets acheminés par camions,
 - trois zones de stockage de déchets avant broyage et déferraillage,
 - une ligne de production de CSR équipée d'un broyeur, d'un overband (déferraillage des déchets broyés) et de convoyeurs. Les convoyeurs de la chaîne de préparation de CSR sont équipés de contrôleurs de rotation et de dispositifs de détection de déport de bandes, permettant d'éviter toute apparition de points chauds par échauffement,

- une zone de stockage de CSR, produit fini, prêt à l'expédition,
- la gestion des résidus de l'unité de CSR (ferrailles),
- une ligne de traitement de l'air (dépoussiéreur) ;
- Une extension de 473 m² où sont stockés les déchets papier et carton en attente de transfert ;
- Une installation de stockage et de distribution de carburant ;
- Plusieurs zones de stockage de déchets en extérieur, notamment :
 - une plateforme de stockage du verre d'une surface de 150 m²,
 - une zone de vidage des sables de balayage d'une surface de 200 m²,
 - une benne de stockage des déchets métalliques issus des opérations de tri de 30 m³.

Le plan des installations présent en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023 est remplacé par le plan des installations présent en annexe 1 au présent arrêté.

Article 4 - L'article 3.2.1 (points de rejet) de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023 est abrogé et remplacé par les dispositions du présent article.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux usées,
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées/eaux usées autres que domestiques (BV ouest),
- eaux pluviales non polluées (BV est).

Les eaux pluviales du site sont gérées par le biais de deux bassins versants distincts : BV ouest et BV est. Le BV ouest collecte également les eaux pluviales de la plateforme ferraille de 4530 m² située hors des limites de propriétés du site mais dont les eaux sont dirigées vers le même bassin.

Les eaux pluviales du BV ouest sont dirigées vers un bassin de rétention et de régulation étanche de 1000 m³ avant rejet dans la STEP, avenue des Pierrelets (point de rejet n°2). 633 m³ sont nécessaires pour tamponner la pluie trentennale.

Les eaux pluviales du BV est sont quant à elles dirigées dans le réseau pluvial, via un point de rejet (point de rejet n°1).

Les bassins versants et la localisation des différents points de rejet sont précisés à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023.

Les eaux de chantier potentiellement polluantes sont entreposées et éliminées en tant que déchets, selon la réglementation en vigueur.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées géographiques	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	Latitude 47,882249° longitude 1,800865°	Eaux pluviales non polluées BV est	Réseau d'eaux pluviales	Le Rollin	Convention de rejet
Pt N°2	Latitude 47,881711° longitude 1,799264°	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées BV ouest	Réseau d'eaux usées	STEP de La Chapelle Saint Mesmin	Convention de rejet

Point d'entrée externe à l'établissement	N° : F
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées de la plateforme ferrailles
Exutoire du rejet	Bassin tampon de 1000 m ³
Traitement avant rejet	Passage par séparateur d'hydrocarbures

Le débit de fuite maximal des eaux du BV ouest vers le réseau d'eaux usées est de 1 l/s.
Le débit de fuite maximal des eaux du BV est vers le réseau d'eaux pluviales est de 70 l/s.

Article 5 - L'article 3.4.2 (Contrôle des rejets) de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023 est abrogé et remplacé par les dispositions du présent article.

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
1 (rejet au milieu naturel via le réseau pluvial)	Température	1301	Prélèvement continu d'une demi-heure ou au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.	Mensuelle pour DCO et MES. Annuelle pour les autres paramètres	Annuelle (+ GIDAF au fil de l'eau)
	pH	1302			
	MES	7			
	DBO ₅	1313			
	DCO	1314			
	HCT	7154			
	Phosphore total	1350			
	PFOA/PFOS	68			
	As	1369			
	Cr ⁶⁺	1389			
	Cyanures totaux				
	AOX	1106			
	Métaux totaux	8095			
	Indice phénol	1440			
2 (rejet STEP)	MES	7	Prélèvement continu d'une demi-heure ou au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.	Annuelle	Annuelle (+ GIDAF au fil de l'eau)
	DBO ₅	1313			
	DCO	1314			
	HCT	7154			
	Phosphore total	1350			
	Azote global	1551			
	Rapport DCO/DBO ₅	8728			
	Al	1370			
	Fe	1393			
	Hg	1387			
	As	1369			
	Cd	1388			
	Cr	1389			
	Cu	1392			
	Ni	1386			
	Pb	1382			
	Zn	1383			
	Cyanures libres	1084			
	AOX	1106			
	Indice phénol	1440			
	HAP	1117			
	Benzo(a)pyrène	1115			
	Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène				
	Somme Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène				

Article 6 - L'article 6.1.6 (Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles) de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023 est abrogé et remplacé par les dispositions du présent article.

Les capacités de rétention sont assurées par :

- Pour la partie Ouest du site (plateforme DEA, huisserie, plateforme Omr/DRATS, verre, sables de balayage) : le bassin étanche d'un volume de 1000 m³ équipé d'une pompe de relevage (commande électrique située à proximité du bâtiment CSR) ;
- Pour la partie Est du site (bâtiment CSR) : le bassin étanche d'un volume de 1000 m³ équipé d'une pompe de relevage (commande électrique située à proximité du bâtiment CSR), les capacités des deux fosses de rétention (186 m³ et 98 m³) et la capacité au sein du bâtiment CSR de par le seuil surélevé périphérique (666 m³).

Le bassin de 1000 m³ est maintenu en permanence avec un volume inférieur à 85 m³ (présence d'une pompe de relevage) afin de pouvoir accueillir les eaux en cas d'incendie.

I – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, 50% de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II – La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

III – Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en oeuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

IV – Les tuyauteries doivent être installées à l’abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d’intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d’arrêt, isolant ce réservoir des appareils d’utilisation.

V – Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l’homme ou susceptibles de créer une pollution de l’eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l’intérieur de l’établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l’aide de réservoirs mobiles s’effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l’objet de consignes particulières.

VI – Toutes mesures sont prises pour recueillir l’ensemble des eaux et écoulements susceptibles d’être pollués lors d’un sinistre y compris les eaux utilisées lors d’un incendie afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d’eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l’installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L’exploitant calcule la somme :

- du volume d’eau d’extinction nécessaire à la lutte contre l’incendie d’une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d’autre part,
- du volume d’eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l’ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d’extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Article 7 - L’article 6.3 (Moyens d’intervention en cas d’accident et organisation des secours) de l’arrêté préfectoral du 18 juillet 2023 est abrogé et remplacé par les dispositions du présent article.

L’exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l’incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après :

- Une réserve d’eau constituée au minimum de 600 m³ en capacité de fournir un débit de 60 m³/h pendant 2 heures. Les 4 prises de raccordement de 60 m³/h sont conformes aux normes en vigueur. Des aires de stationnement des engins, accessibles depuis la voie engin précitée, permettent de se raccorder à ces points d’eau incendie ;
- 2 poteaux incendie privés, munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d’intervention des services d’incendie et de secours, délivrant au minimum 60 m³/h sous une pression de 1 bar. Le bon fonctionnement de ces poteaux est contrôlé annuellement ;
- Un système déluge au-dessus des équipements à défendre : broyeur/trémie d’alimentation (position de la tête à la verticale de l’entrée de l’équipement) et à la sortie des convoyeurs, avec déclenchement par détecteur d’étincelle ou détection automatique 3IR en sortie de broyeur et au niveau de la trémie (débit minimum de 10 l/min/m²). Le déluge se déclenche automatiquement par un contact sec, sitôt l’étincelle ou la flamme détectée. L’électrovanne qui est asservie à la détection s’ouvre immédiatement. Le personnel est alerté via l’alarme incendie, reliée au niveau de la

centrale incendie du site. Ce déluge peut également être déclenché par une ouverture manuelle ;

- Un système de sprinkler spray sous air, à l'intérieur des convoyeurs capotés : une tête tous les 3,7 m centrée à l'intérieur des convoyeurs capotés, a minima sur la longueur du convoyeur en fonctionnement simultané avec point de purge en point bas (pression minimum à la tête d'1 bar). Un asservissement permet l'arrêt du convoyage en cas de fusion du câble thermofusible. Le système de sprinklage peut être déclenché manuellement ;
- Un dispositif d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) équipant le bâtiment CSR associé à une cuve réserve d'eau de 1320 m³ (dont 1290 m³ de volume d'eau utile) et d'un local source ;
- Un système de détection automatique d'incendie équipant les zones de l'abri Omr/DRATS, les zones de l'abri DEA et les zones de l'alvéole huisserie PVC et présentant les caractéristiques suivantes : caméra de détection incendie 3IR dirigées vers les zones d'entreposage de combustibles, reliées à une centrale incendie (située dans le local bascule), elle-même reliée à une information de l'entreprise par téléphone en cascade, le système de détection est branché sur une alimentation électrique secourue. L'exploitant procède à une mise à jour du système de détection (réglages et orientations des caméras, modification de certains emplacements et/ou ajouts de caméras,...) en fonction de la reconfiguration du site avant la mise en route des nouvelles installations. Il tient à la disposition des installations classées les justificatifs de dimensionnement et de réglages ;
- Un asservissement de tous les équipements du process ainsi que les convoyeurs à la détection incendie sans temporisation ;
- Une alarme incendie déclenchée en présence d'incendie détecté par les caméras 3IR (zones OMR/DRATS, DEA, huisseries) et par le déclenchement du sprinklage (bâtiment CSR). Elle est également déclenchable en manuel. L'alarme incendie est audible en tout point du site (y compris les locaux administratifs/sociaux) ;
- De dispositifs d'alerte des services d'incendie et de secours (téléphones fixes et portable et personnel équipé de talkie-walkie en lien avec la bascule). Le responsable de l'établissement ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité est alerté en cas de besoin et se rend rapidement sur les lieux du sinistre ;
- Un gardiennage du site avec des rondes en dehors des périodes d'ouverture ;
- Une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants:

- Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- Des robinets d'incendie armés sont implantés à l'intérieur du bâtiment de préparation de CSR. La situation des RIA permet de couvrir l'ensemble du bâtiment CSR, les foyers pouvant être attaqués par deux lances en directions opposées. Un poste de surpression est implanté au sein du bâtiment CSR afin d'assurer une pression suffisante aux RIA. La mise en route des surpresseurs est réalisée à partir de deux emplacements possibles situés dans le bâtiment de préparation CSR (deux boîtiers de commandes surpresseurs RIA dans le bâtiment, situés à proximité immédiate des RIA).

La ressource en eau utilisée pour l'alimentation de ces équipements de protection incendie est l'eau potable issue du réseau communal AEP. L'exploitant doit s'assurer que les débits fournis sont suffisants pour alimenter ces équipements.

L'exploitant dispose des moyens extérieurs de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après :

- Une réserve d'eau constituée au minimum de 900 m³ en capacité de fournir un débit de 60 m³/h. Des aires de stationnement des engins, accessibles depuis la voie engin précitée, permettent de se raccorder à ces points d'eau incendie ;
- 5 poteaux incendie publics équipant la zone industrielle, munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours, délivrant au moins 60 m³/h sous une pression de 1 bar. Le bon fonctionnement de ces poteaux est contrôlé annuellement par la mairie. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées une mesure de débit et de pression de moins de 1 an (de moins de 3 ans pour les poteaux incendie publics).

Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours).

La ressource en eau incendie étant pour partie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. Un justificatif de cette disponibilité permanente est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte (avec voies pompiers et aires de stationnement également) est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

L'exploitant justifie l'adéquation et la maintenance des dispositifs de transfert d'alarme aux opérateurs. L'exploitant justifie l'implantation, l'adéquation et la maintenance des dispositifs d'extinction incendie au niveau des broyeurs.

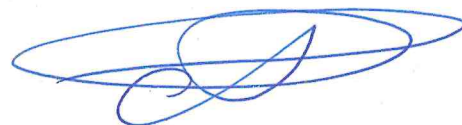
Article 8 - Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de quatre mois.

Article 9 - Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE

– 8 AOUT 2025

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Nicolas HONORE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

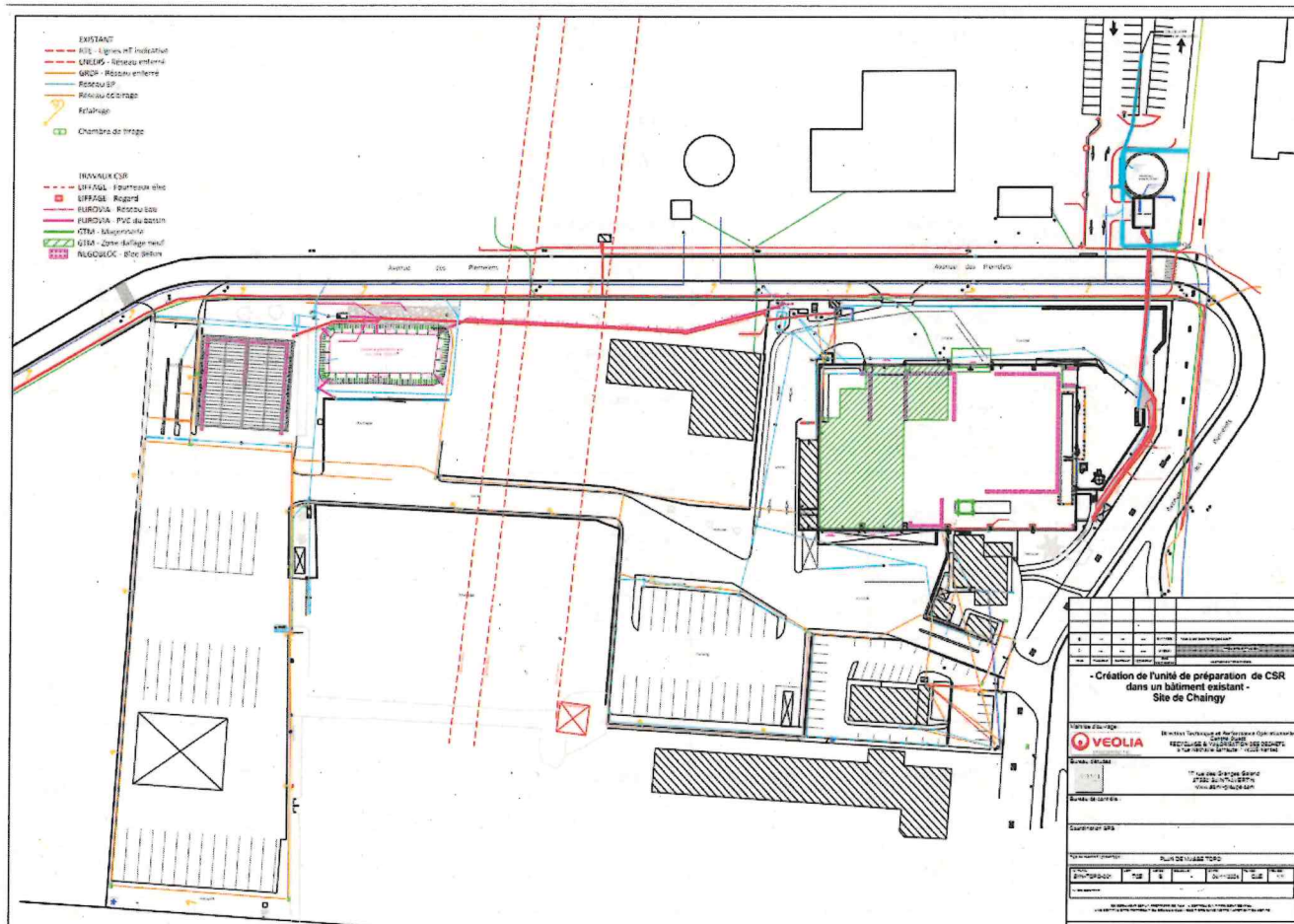
- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

ANNEXE 1



Type de stockage	Déchets avant broyage et déferrailage			CSR prêt à l'expédition
	Zone 2	Zone 7	Zone 3	Zone 6
Surface	200 m ²	195 m ²	160 m ²	650 m ²
Volume stocké	800 m ³	780 m ³	640 m ³	2600 m ³
Quantité stockée	100 t	100 t	81 t	520 t
Murs coupe-feu	Sur plan : en violet 4 mètres/ en orange 5 mètres/ en tirets violet : flocage 9 m			

Rubrique ICPE	Zone	Déchets	Conditionnement	Stockage	Hauteur moyenne de stockage (m)	Surface (m²)	Volume (m³)	Tonnage (T)	Densité (T/m³)
2714	Extension du bâtiment de l'unité de préparation CSR	Papier/Cartons et transfert	Vrac	Alvéole sous bâtiment (à côté de l'unité de préparation CSR)	3	100	300	30	0,1
2716	Nouvel abri de transfert (à la place des rembourrés)	OM	Vrac	Alvéole sous le nouvel abri de transfert	3	275	624	187	0,3
2716	Nouvel abri de transfert (à la place des rembourrés)	Encombrants et DRATS non CSR	Vrac	Alvéole sous le nouvel abri de transfert	3	275	624	156	0,25
2791	Bâtiment unité de préparation CSR	Déchets vers unité de préparation CSR (Amont : rembourrés, refus CS et DRATS CSR)	Vrac	Alvéole dans le bâtiment unité de préparation de CSR	4	725	2900	310	0,13
2791	Bâtiment unité de préparation CSR	CSR préparé (aval)	Vrac	Alvéole dans le bâtiment unité de préparation de CSR	4	650	2600	520	0,2
2716	Abri de tri des DEA	Eco-mobilier en mélange	Vrac en attente tri	Abri de tri des DEA	/	/	150	10	0,07
2714	Abri de tri des DEA	Bois	Vrac	Benne	/	/	60	8	2 tonnes par benne
2714	Abri de tri des DEA	Plastique	Vrac	Benne	/	/	30	2,5	2,5 tonnes par benne
2713	Abri de tri des DEA	Ferraille	Vrac	Benne	/	16	30	6	6 tonnes par benne
2716	Abri de tri des DEA	Matelas	Vrac	Benne	/	/	150	10	2 tonnes par benne
2716	Abri de tri des DEA	Rembourrés	Vrac	Benne	/	/	60	12	6 tonnes par benne
2716	Côté bassin	Sables balayage	Vrac	Alvéole extérieure	/	/	600	500	0,83
2716	Alvéole à côté abri tri des DEA	Huisseries PVC	Vrac	Alvéole extérieure (verre)	3	140	420	40	0,1
2716	Alvéole à côté abri tri des DEA	Huisseries PVC	Vrac	Bennes (PVC)	/	/	120	16	4 tonnes par benne
2715	Côté bassin	Verre	Vrac	Alvéole extérieure	3	150	450	225	0,5
2714	A proximité de l'abri de tri des DEA	Pneus	En bennes	Benne	/	/	90	12	4 tonnes par benne